

Violences policières, violences contre les policiers... Qui frappe qui dans les rues de Belgique aujourd'hui ?

Moustique – Catherine Ernens - 28-10-2026

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

https://www.moustique.be/notre-epoque/nos-enquetes/2026/10/28/violences-policiers-violences-contre-les-policiers-qui-frappe-qui-dans-les-rues-de-belgique-aujourd'hui-EDUDK2YFRFDRBB6MKPKIRMFEQA/?utm_source=selligent&utm_medium=email&utm_campaign=MOU_Daily_Newslatter_Automatic&utm_content=&utm_term=11619&m_i=rEIpnY_ZRIePWW67WQFlqNS28ae3ECNJCCrmhSJGYMqbdQce2Nxajd_zOjcK0VtMYdpbfIHBeFaNlbhR2sQXnv5VEmGu4ncWh8QXwvn%2BCF&M_BT=64080216698195



Plus de 250 interpellations, 26 plaintes au Comité P, 5 policiers blessés... Les manifestations de jeunes ont ravivé une querelle que personne ne peut trancher. Faute de statistiques fiables, chacun avance ses chiffres et ses convictions.

jeunes qui se sont déroulées à Bruxelles ces deux dernières semaines.

Mais les interventions de la police sont elles aussi vivement critiquées. [Le Comité P](#), l'organe chargé du contrôle des services de police, a reçu jusqu'à présent 26 plaintes. Cinq policiers de la zone Bruxelles-Capitale/Ixelles ont également été blessés.

Pourquoi ce débat n'autorise plus la nuance ?

“Ce qui rend le débat très compliqué, c'est qu'il y a les pro et les anti-police. Les uns disent que les policiers reçoivent tous les coups. Les autres qu'il s'agit d'une violence systémique”, pose l'ancien procureur et expert de la police à l'UCLouvain, Christian De Valkeneer. *“Le débat est polarisé par les discours politiques, défendant sans nuance soit la police, soit les manifestants”,* renchérit Vincent Seron, professeur en criminologie à l'ULiège.

“Et puis, on a un problème de chiffres. Les violences envers les policiers sont assez stables ces dix dernières années, quoi qu'en disent les syndicats”, assure Christian De Valkeneer. *“Il ne faut toutefois pas minimiser ce qui s'est passé les dernières semaines. Quand j'étais*

procureur, j'ai connu trois policiers abattus en service. [Il existe des faits très graves](#). Mais ce n'est pas une explosion."

[À lire aussi](#)

["Touche pas à mon élève !" : de la Belgique à la France, la jeunesse condamne les violences de la police](#)

Fuck the police ?

Vincent Gilles, à la tête du SLFP, le plus gros syndicat de la police, a un tout autre point de vue. Il a mené l'enquête et en a fait un livre, *Flic de merde*, actuellement transposé en documentaire par la VRT (*Fuck the police*). "*Quand j'ai commencé à la police, il y avait un respect sociétal de notre fonction et rarement des rébellions armées ou des coups. Depuis 2010, c'est devenu très courant. [Et ça empire](#)*", affirme Vincent Gilles.

Le SLFP estimait à 8.500 les faits de violence caractérisée à l'égard de policiers par an en 2010. En 2024, grâce à la banque de données MISI établie depuis lors, on est à 10.700 faits, soit environ 26 % de plus.

Les plaintes contre la police sont-elles toutes fondées ?

Preuve que le débat est tendu, Vincent Gilles parle d'à peine "200 procédures disciplinaires pour usage de force disproportionnée de la part de 42.000 policiers et pour 11 millions d'interventions par an." Et les plaintes enregistrées par le Comité P (la police des polices), alors ?

"C'est 2.500 plaintes mais qui visent tout type de dysfonctionnement et 60 % sont déclarées non fondées", réplique Vincent Gilles. "*Les policiers cherchent toujours la désescalade. Mais une salsa, ça se danse à deux. Le reste, c'est de la couille en bois*", conclut Vincent Gilles.

[À lire aussi](#)

[Le Comité P souligne des progrès à faire dans la communication de la police après 35 ans de contrôle](#)

Pourquoi le sujet des violences policières en Belgique reste une boîte noire ?

Établir que la police serait plus violente aujourd'hui que par le passé est encore plus difficile à cerner, car il n'existe pas de chiffres. Et puis, les réalités sont très différentes dans les 185 zones de police locales belges, selon qu'elles sont urbaines ou rurales, notamment. "*On enregistre des coups et blessures lors des auditions mais sans préciser qu'ils proviennent de policiers. On a un vide en Belgique*", déplore Christian De Valkeneer.

Le rapport du Comité P traite des violences policières mais seulement d'une partie. "*Leurs données ne sont pas exhaustives car des faits de violence sont enregistrés dans les polices locales et ne remontent pas. C'est un peu une boîte noire.*"

Les violences policières sont-elles plus fréquentes ou plus visibles ?

Pierre-Emmanuel Perrouy, le président de la Ligue des droits humains, confirme l'absence de chiffres officiels. "*On a des images, par exemple de policiers qui se défoulent sur une personne à terre maîtrisée. Mais c'est la pointe de l'iceberg.*" "*Le niveau de violence n'est pas forcément en augmentation absolue, mais il est "davantage visibilisé" qu'auparavant*", contredit Vincent Seron.

“Cela est dû à l’existence d’[observatoires](#) et de mécanismes de contrôle (Inspection générale, Comité permanent de contrôle des services de police, observatoires citoyens comme la Ligue des droits humains). Même si cette transparence est bénéfique d’un point de vue démocratique.”

[À lire aussi](#)

[Manifestation du 15 mars contre les violences policières : 5 chiffres pour évaluer l'ampleur des débordements](#)

Quels usages policiers sont disproportionnés ?

En attendant, la Ligue estime que la gestion apaisée des manifestations est en perte de vitesse depuis les gilets jaunes et les manifestations pour le climat, où on a vu des familles avec enfants être gazées.

La Ligue dénonce le recours à la [technique de la nasse](#) (la police bloque tous les accès et arrête toute une foule, y compris une masse de personnes qui sont là par hasard ou pacifiques) ainsi que l’usage de gaz lacrymogène de manière disproportionnée, sans compter la confiscation illégale de sérum physiologique, par exemple, que les jeunes utilisent contre les gazs lacrymogène.

Vers une logique de confrontation systématique ?

“C’est aussi le rôle de la police de garantir le droit de manifester. La police doit respecter le cadre légal et a un devoir d’exemplarité à ce sujet, certainement auprès des jeunes. Notre crainte est qu’on abandonne de plus en plus la gestion négociée de l’espace public pour une logique de confrontation comme en France”, appuie Pierre-Emmanuel Perroux.

Des jeunes manifestants, alors que l’attroupement tournait carrément à l’émeute, ont été surpris par les moyens utilisés par la police, notamment des policiers en civil dans la foule. *“Les unités en civil sont habituelles pour repérer les infractions pénales comme des pillages ou de la casse”, réplique Christian De Valkeneer. “Ce type de manifestation est souvent infiltrée par des bandes ou des casseurs et donc il est très difficile pour la police de faire le tri envers ceux qui sont pacifiques. Le phénomène des casseurs est apparu il y a une dizaine d’années. Ce sont des personnes qui ne sont pas intéressées par l’objet de la manifestation. C’est très compliqué pour la police de gérer ça. Mais ce n’est pas inhérent aux dernières manifestations des jeunes. On a vu ça aussi avec les gilets jaunes.”*

[À lire aussi](#)

[Manifestations : pourquoi les casseurs s’invitent-ils dans certaines mobilisations ?](#)

Pourquoi le rôle des policiers est forcément ambivalent ?

L’opposition à la police n’est pas nouvelle, rappelle Vincent Seron. *“Elle existe depuis l’indépendance de la Belgique. On a connu des grands mouvements de grèves au XIXe siècle ou Mai 68. En fait, la perception citoyenne est fluctuante : très positive pendant les attentats terroristes (début 2010), mais détériorée pendant la crise du Covid et les contestations actuelles.”*

La police a en fait un rôle ambivalent : [maintenir l’ordre](#) et protéger les citoyens, mais aussi servir l’État, relève Vincent Seron. *“Cette dualité peut être mal comprise par les manifestants, qui perçoivent la police comme protégeant uniquement l’État, ignorant les revendications citoyennes. Les policiers, bien que pouvant comprendre certaines revendications, sont soumis à la hiérarchie et aux ordres. Un “malaise” s’est instauré,*

alimenté par le contexte de tensions permanentes, la fatigue, le stress, les pressions hiérarchiques et le sentiment d'être incompris."

Une culture de la violence au sein des forces de l'ordre ?

Vincent Seron remet les pendules à l'heure. Il n'y a pas une "culture de la violence" au sein de la police au sens péjoratif, mais une "culture du recours à la contrainte", car la police est légitimée à user de la force.

"La frontière entre l'usage légitime et illégitime de la force est fine et complexe. Un "désengagement moral" peut survenir, où la proportionnalité des moyens n'est plus questionnée (par exemple, protection des collègues, ordres reçus, sécurité publique), menant à des violences policières illégitimes. Ou alors des "sous-cultures policières" dans certains services ou échelons peuvent être plus enclines à la contrainte", explique Vincent Seron.

[À lire aussi](#)

[Violences policières : "Quand il y a plainte, la plupart des cas ne donnent lieu à aucune poursuite avec un non-lieu et aucun procès public"](#)

Assiste-t-on à une remise en question générale de toute forme d'autorité ?

"Il faut aussi pointer qu'il existe des populations qui se sentent systématiquement agressées et qui sont dans le rejet en bloc de la police." C'est un élément important pour Christian De Valkeneer, qui souligne à quel point il n'y a pas des gentils d'un côté et des méchants de l'autre.

Le problème est d'ailleurs plus large : la population est de plus en plus dans la remise en question de toute autorité. *"Le malaise et la violence ne touchent pas uniquement la police, mais s'étendent à d'autres services publics et d'urgence : médicaux, pompiers, ambulanciers, hôpitaux. Ces violences sont d'autant plus inquiétantes qu'elles ciblent des institutions sans rôle répressif, mais qui symbolisent également l'État", s'inquiète finalement Vincent Seron.*

Quand l'armée tirait dans la foule...

Demander aux militaires de faire le job de la police, comme le souhaite le ministre de la Défense [Theo Francken](#) ? C'est une mauvaise idée pour Christian De Valkeneer.

"Chacun son métier. L'armée par le passé a déjà été engagée dans le maintien de l'ordre, comme au XIXe siècle. Elle n'était pas formée et finissait par tirer dans la foule. C'était tragique et ça se terminait dans un bain de sang."

[À lire aussi](#)

[Manifestants vs police : "Pour apaiser les tensions, nous devons être capables de reconstruire la confiance"](#)

Infiltrés ou racailles ?

Les manifestations seraient infiltrées - voir manipulées - par l'extrême-gauche. Rien n'établit ce fait. *"Par le passé, on disait que c'était l'extrême-droite, réplique le président de la Ligue des droits humains qui ne réfute pas que les manifestations puissent être infiltrées. Les casseurs ne sont peut-être même pas politisés mais profitent de l'effet d'aubaine du chaos."*